



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

chômage

Question au Gouvernement n° 3215

Texte de la question

PRÉCARITÉ

M. le président. La parole est à Mme Gisèle Biémouret, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Gisèle Biémouret. Monsieur le Premier ministre, si l'emploi est la priorité des Français, il ne l'est pas dans la politique menée par le Gouvernement depuis le début de la législature : destruction des emplois publics, austérité salariale, encouragement aux heures supplémentaires, affaiblissement du code du travail ou encore absence de relance de la consommation.

Malgré tous vos efforts de communication (*Un certain nombre de députés des groupes UMP et NC quittent l'hémicycle*),...

M. le président. Mes chers collègues, la séquence des questions n'est pas tout à fait terminée !

Mme Gisèle Biémouret. ...la courbe du chômage continue inexorablement d'augmenter, que vous le vouliez ou non, puisque l'on compte près de 5 millions de sans-emploi, soit un taux plus élevé que la moyenne européenne.

Le nombre des demandeurs d'emploi en activité réduite a augmenté de 10 % en un an. Je pense aux plus de cinquante ans : combien rencontrons-nous, dans nos permanences, d'hommes et de femmes qui, après de longues années de travail, se retrouvent sans emploi et ne savent plus où se diriger pour retrouver un minimum de dignité ? Que dire des titulaires d'un contrat aidé qui peut être rompu du jour au lendemain ?

Ces tendances révèlent une triste réalité née de la crise et de l'absence de mesures fortes pour la résorber. La précarité explose. Dans ce contexte, vous lancez des initiatives aussi saugrenues qu'inefficaces : ici la prime de mille euros, là l'exigence pour les bénéficiaires du RSA d'une contrepartie, celle de travailler gratuitement. Non, décidément, votre bilan économique et social est voué à rester catastrophique.

L'heure du bilan approche et les Français verront la sincérité et l'efficacité du projet des socialistes dans ce domaine (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*),...

M. Bernard Deflesselles. C'est une blague ?

Mme Gisèle Biémouret. ...alors que l'on découvre les effets indécents du bouclier fiscal, qui a permis la redistribution de près de 600 millions d'euros aux plus hauts revenus.

Monsieur le Premier ministre, allez-vous définitivement entreprendre une politique de l'emploi pour redonner confiance à nos compatriotes ? Allez-vous définitivement combattre le chômage ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Xavier Bertrand, ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

M. Xavier Bertrand, *ministre du travail, de l'emploi et de la santé*. Madame la députée, il ne faut pas tenir un double langage. (*Plusieurs députés des groupes SRC et GDR quittent l'hémicycle.*)

M. le président. Mes chers collègues, pourriez-vous avoir la correction d'écouter les questions et les réponses ? Les questions ne sont pas terminées. (*Exclamations sur divers bancs.*)

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Quand le chômage baisse dans vos circonscriptions, dans vos départements, vous êtes les premiers à vous en réjouir localement, tout en dénonçant la politique du Gouvernement. Je dis par conséquent " non " au double langage.

Ce qui est vrai, c'est que, depuis trois mois, le chômage baisse en France, ce qui ne s'était pas produit depuis le

début de l'année 2008. C'est une bonne nouvelle pour toutes celles et tous ceux qui ont retrouvé un emploi. Je ne nie pas cependant que la situation n'est pas encore parfaite et que de nombreux efforts restent à fournir ; c'est pourquoi nous avons mis en place de nouvelles mesures.

Nous avons notamment consacré un demi-milliard d'euros pour proposer des offres de formations ou des contrats aidés avec une double priorité : la lutte contre le chômage des jeunes, lequel recule - pas encore assez pour moi, mais il recule -, et la lutte contre le chômage des plus de cinquante ans, pour laquelle nous avons besoin d'intensifier les efforts.

Puisque vous avez évoqué d'autres catégories, laissez-moi vous signaler que je préfère qu'une personne retrouve une activité même réduite plutôt que pas d'activité du tout. Le RSA, voté par cette majorité, garantit le maintien du pouvoir d'achat. Voilà une vérité que vous avez oublié de mentionner, à moins que vous n'en ayez pas eu le temps ; je le rappelle donc à votre place. *(Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*

Vous voulez comparer les bilans. Celui du gouvernement Jospin a été d'estimer que l'État ne pouvait pas tout ; M. Mitterrand lui-même avait déclaré qu'on avait tout essayé face au chômage. Nous pensons, nous, que non. Aussi continuerons-nous de prendre nos responsabilités et de contribuer à la baisse du chômage, ce que vous n'avez pas su faire. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [Mme Gisèle Biémouret](#)

Circonscription : Gers (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3215

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Travail, emploi et santé

Ministère attributaire : Travail, emploi et santé

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 5 mai 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 5 mai 2011